

**Initiative de Mise en Œuvre Accélérée de l'Education Pour Tous
(IMOA-EPT, ou Initiative Fast Track)**

Stratégie Sectorielle de l'Education au Cameroun

Lettre d'endossement des Partenaires Techniques et Financiers

Yaoundé, le **09 JUIN 2006**

Nous, partenaires techniques et financiers de l'éducation au Cameroun, avons répondu à l'invitation du gouvernement camerounais afin d'évaluer la stratégie sectorielle de l'éducation au regard des critères de l'Initiative de Mise en œuvre Accélérée de l'Education Pour Tous (IMOA-EPT, ou initiative « Fast Track »).

Cette évaluation s'est déroulée à l'occasion d'une réunion avec les responsables en charge du secteur éducatif qui s'est tenue à Yaoundé du 5 au 9 juin 2006. Un rapport d'évaluation a été produit à cette occasion, qui sert de fondement aux conclusions de cette lettre d'endossement. Le contenu du rapport d'évaluation comme de la lettre d'endossement ont fait l'objet d'une discussion et d'un accord avec la partie camerounaise avant leur mise en forme définitive.

Contexte :

Les Ministres en charge de l'éducation au Cameroun (MINEDUB, MINESEC, MINESUP, MINEFOP) ont pris en février 2005 l'engagement d'œuvrer à l'élaboration d'une stratégie sectorielle globale, articulée à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

La finalisation de cette stratégie a coïncidé avec l'atteinte par le Cameroun du point d'achèvement de l'initiative PPTE (avril 2006). L'atteinte du point d'achèvement offre un contexte favorable à l'affectation d'une plus grande part des ressources publiques camerounaises aux objectifs d'éducation, ce qui est un élément fort de la stratégie éducation.

L'initiative de mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous donne un cadre aux partenaires techniques et financiers de l'éducation au Cameroun, présents ou à venir, pour joindre leurs efforts à ceux du gouvernement du Cameroun, sur le long terme, afin de parvenir à atteindre les objectifs de cette stratégie d'ici 2015.

Commentaires généraux :

La stratégie sectorielle du Cameroun confirme l'engagement de ce pays par rapport aux objectifs d'éducation pour tous définis lors du forum mondial de Dakar, et en particulier aux deux objectifs de Dakar retenus parmi les objectifs de développement du millénaire (parité entre les genres pour l'éducation et scolarisation primaire universelle d'ici 2015).

Elle est à ce titre tout à fait conforme à la première ambition de l'initiative de mise en œuvre de l'IMOA-EPT.

Mais la stratégie éducative du Cameroun concerne l'ensemble des niveaux et sous-secteurs d'éducation et de formation. Elle constitue en effet une réponse globale qui rassemble et articule les objectifs des quatre ministères en charge du secteur. Le point suivant indique les

atouts de cette stratégie au regard des contraintes et des exigences identifiées lors des analyses et diagnostics qui ont préparé son élaboration.

Atouts :

D'une manière générale, les paramètres de politique éducative de la stratégie sectorielle du Cameroun sont cohérents avec ceux du cadre indicatif de l'IMOA-EPT. Seule l'hypothèse retenue sur le coût unitaire des salles de classe s'écartait significativement de ce cadre. Les engagements pris par le gouvernement à ce sujet (cf. infra) ont permis de lever cette hypothèque.

L'ambition de la stratégie éducative tient compte d'une situation de départ extrêmement contrainte du point de vue des moyens suite à la crise économique du milieu des années 90 et à la faible part de l'éducation dans le budget. La première affirmation forte de la stratégie est donc relative à une augmentation de la part des dépenses courantes pour l'éducation de 16 %, niveau actuel, à 22 % à l'horizon 2015.

La crise des années 90 explique en partie une faiblesse de départ du niveau de scolarisation dans le primaire (taux d'achèvement de 56 %). En situation de contrainte budgétaire qui demeurera forte, la stratégie camerounaise inclut en conséquence de nombreuses mesures concernant l'efficacité du système avec notamment une baisse programmée du taux de redoublement et une régulation des flux entre les grands cycles d'éducation.

Cette régulation des flux s'accompagne d'une ambition de meilleure capacité d'insertion économique et sociale à tous les niveaux du système, qu'il s'agisse de dispositifs de formation et d'accompagnement pour ceux qui tout en ayant réussi une scolarité primaire ou collège complète n'auront pas accès dans un premier temps à la poursuite d'études longues, ou bien d'une meilleure adaptation de l'enseignement supérieur aux besoins de l'économie.

Enfin, la stratégie camerounaise aborde de front les questions de qualité, notamment en référence au cadre indicatif de l'IMOA-EPT sur la taille des classes, la proportion de dépenses courantes hors salaires, ou le volume horaire annuel assuré au primaire. Cette stratégie est également vigilante sur les questions d'équité, avec la prise en compte des fortes disparités régionales. La question du VIH SIDA est également prise en compte pour mieux lutter contre son impact actuel et à venir sur le système éducatif et ses acteurs.

Points de vigilance et conditions de réussite :

La plupart de ces points ont été abordés et discutés lors de la réunion d'évaluation de la stratégie. Le gouvernement du Cameroun a pris à cette occasion des engagements importants concernant des points précis, apportant modifications ou précisions au document de stratégie. Les aspects techniques de ces engagements, les calendriers retenus, les actions à entreprendre à court/moyen terme ainsi que les hypothèses chiffrées définitives sur le scénario de financement retenu sont repris de manière plus précise dans le document d'évaluation. Les paragraphes suivants ne sont qu'un rappel résumé des conclusions établies de concert avec les autorités camerounaises lors de la réunion.

- 1) Disponibilité des données : les partenaires techniques et financiers sont très préoccupés par la non disponibilité de données statistiques et financières régulières et récentes. En particulier, après deux ans d'interruption, la reprise des campagnes de collecte des statistiques scolaires au cours de l'année 2006/2007 est une priorité incontournable. Le gouvernement s'est engagé de manière ferme sur ce point. Il a été

notamment décidé que la collecte des données scolaires pour les cycles primaire et secondaire devra être entreprise et achevée avant la fin de l'année 2006.

- 2) **Soutenabilité financière** : le respect par le gouvernement camerounais de ses engagements quant à la part du budget consacrée à l'éducation est la condition sine qua non de la réussite de la stratégie sectorielle.
- 3) **Politique de recrutement** : les partenaires techniques et financiers sont disposés à accompagner l'effort d'accélération du recrutement d'enseignants dans le primaire. Les partenaires techniques et financiers approuvent et soutiennent la systématisation de l'intégration des enseignants non fonctionnaires en place¹ en tant que contractuels de catégorie 8. les recrutements nouveaux des enseignants du primaire se feront également en tant que contractuels de la catégorie 8 comme moyen de rendre cette politique d'accélération du recrutement soutenable à moyen-long terme. Les rythmes effectifs attendus de ces intégrations et recrutements sont donnés dans le document d'évaluation et dans la matrice de suivi-évaluation des PTFs en annexe.
- 4) **Gestion des ressources humaines** : la réduction de l'aléa dans l'affectation des enseignants, soulignée dans la stratégie, est un corollaire indispensable de la politique de recrutement citée au point précédent.
- 5) **Réduction des redoublements** : la stratégie sectorielle prévoit une réduction drastique du taux de redoublement. Le modèle de simulation montre que cette réduction est aussi une condition de possibilité de l'atteinte des objectifs 2015. Les partenaires techniques et financiers invitent les responsables éducatifs camerounais à préciser les mesures administratives, pédagogiques et de communication nécessaires à cette réduction. Le gouvernement a confirmé les dispositifs déjà expérimentés et en cours pour réussir cet objectif.
- 6) **Régulation des flux et dispositifs de formation et d'insertion sociale et professionnelle** : les partenaires techniques et financiers ont conscience qu'il s'agit là d'un enjeu central dont la réussite passe par une meilleure définition des dispositifs en question.
- 7) **Coût des constructions scolaires** : le coût unitaire élevé des constructions scolaires, dont la justification technique n'a pas été démontrée, est une autre préoccupation majeure pour la soutenabilité de la stratégie. Un mémorandum a été produit à l'occasion de la réunion d'évaluation pour proposer un calendrier d'instruction et proposer des solutions sur ce point particulier qui ne peut rester en l'état du point de vue des partenaires techniques et financiers. L'engagement politique ministériel pris lors de la réunion de plafonner le coût moyen de construction des salles de classe dans le primaire à 6 millions de francs CFA, immédiatement intégré au modèle de financement du secteur, a permis d'améliorer considérablement les perspectives de soutenabilité à moyen-long terme de la stratégie sectorielle.
- 8) **Politique de demande** : les partenaires techniques et financiers ont souligné que les objectifs de scolarisation ne seront pas atteints par une seule réponse au problème d'augmentation des capacités de l'offre. Dans certains contextes, les problèmes liés à la demande scolaire doivent être traités et faire l'objet de mesures spécifiques.

¹ IVACs et ceux des maîtres des parents éligibles

- 9) Gestion du système : l'adoption d'une stratégie sectorielle de qualité et son financement ne constituent qu'une condition nécessaire mais pas suffisante à l'atteinte des objectifs éducatifs. C'est en effet au niveau de la mise en œuvre que se situe le succès effectif. De ce point de vue, les partenaires techniques et financiers insistent sur les progrès à accomplir du point de vue de la gouvernance du système. Il a été aussi entendu avec la partie camerounaise de poursuivre et intensifier les stratégies en cours pour améliorer l'efficacité globale du système dans sa capacité d'une part à assurer l'acheminement effectif et équitable des moyens humains et financiers du niveau central à celui des établissements, et d'autre part à transformer ces moyens en résultats à la fois du point de vue des scolarités que de la qualité des apprentissages.
- 10) Communication : le document de stratégie prévoit justement une politique d'information et de communication à la fois interne (vis-à-vis des acteurs administratifs et pédagogiques du système) et externe (vis-à-vis de l'opinion publique et des publics cibles). Il apparaît aux partenaires techniques et financiers qu'il s'agit là d'une dimension tout à fait primordiale qui constitue autant un gage de l'engagement politique du gouvernement en faveur de cette stratégie qu'une condition de la participation de ceux qui la mettent en œuvre comme de ceux qui en seront les bénéficiaires ultimes.

Les partenaires techniques et financiers saluent les engagements du gouvernement du Cameroun sur beaucoup des points ci-dessus qui n'avaient pas été précisés dans la stratégie. Ils rappellent également la vocation des projets de renforcement des capacités en cours à appuyer techniquement la réussite de ces engagements.

Cadre de suivi-évaluation :

La stratégie éducative camerounaise constitue un tout cohérent dont les éléments sont solidaires. Le cadre logique, le tableau des indicateurs, les simulations financières et le plan d'action provisoire annexés au document de stratégie sont la référence commune du gouvernement et des partenaires techniques et financiers pour l'exécution et le suivi-évaluation de la politique sectorielle.

Toutefois, pour mieux cibler le suivi par les partenaires au développement, en référence aux points de vigilance et aux conditions de réussite évoqués dans cette lettre, il est nécessaire d'extraire de cet ensemble quelques indicateurs clés dont le suivi favorisera l'harmonisation des indicateurs de suivi exigés pour la mise en place des différents mécanismes de financement extérieurs. C'est l'objet de la matrice de suivi-évaluation des partenaires techniques et financiers jointe en annexe de cette lettre d'endossement.

En outre, pour mieux organiser ce suivi-évaluation, il est nécessaire de s'inscrire dans un cadre partenarial pour l'approche globale dans le secteur de l'éducation.

Ce cadre a donné lieu à une lettre d'entente entre gouvernement et partenaires au développement du Cameroun dans le secteur de l'éducation, qui obéit aux 5 principes suivants :

- 1) Le partage avec les partenaires des objectifs et buts à atteindre annuellement, avec notamment le principe d'une revue sectorielle annuelle chaque mois d'octobre.
- 2) L'harmonisation et l'alignement sur les priorités et les procédures du Cameroun
- 3) La systématisation des consultations régulières
- 4) Le suivi-évaluation conjoint
- 5) Le partage de l'information

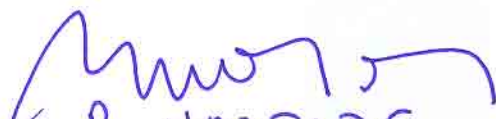
Conclusions :

Un endossement de la stratégie camerounaise fondée sur les atouts, les points de vigilance et les conditions de réussite rapportés dans le rapport d'évaluation et résumés ci-dessus sera de nature à faciliter la mobilisation des concours, et à ainsi rendre disponibles, dans les meilleures conditions, les moyens dont les autorités éducatives nationales ont besoin pour en assurer la soutenabilité et la réussite.

Les partenaires techniques et financiers considèrent que la stratégie éducative camerounaise constitue le socle de l'engagement réciproque du Cameroun et de la communauté des bailleurs de fonds sur les objectifs généraux du secteur et en particulier sur l'objectif de scolarisation primaire universelle d'ici 2015.

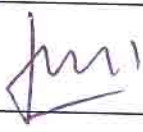
En conclusion, nous, partenaires techniques et financiers de l'éducation au Cameroun, proposons l'endossement de la stratégie sectorielle de l'éducation du Cameroun dans le cadre de l'Initiative de Mise en œuvre Accélérée de l'Education Pour Tous.

UNESCO

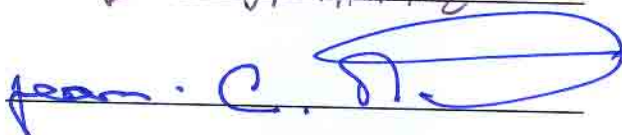

B. HADJADS

France



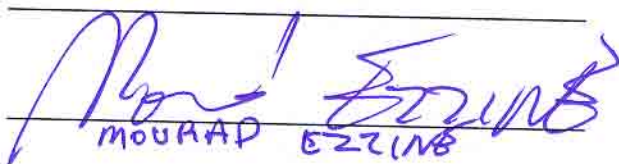

JF MESTRE

Canada


Jean-C. [unclear]

Japon

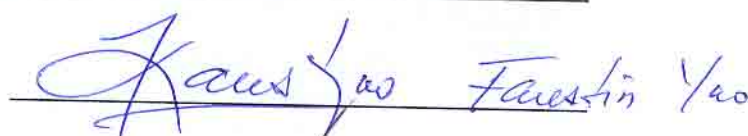
Banque Mondiale


MOURAD EZZINE

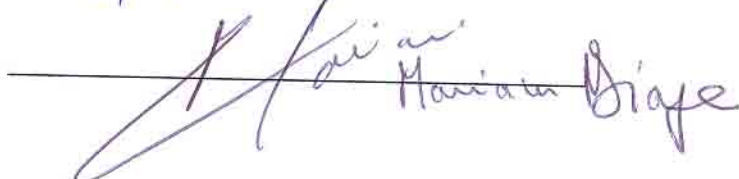
BAD

BID

UNFPA


Faustin Yao

UNICEF


Mariam Diaye